

L'Italie à travers les comptes rendus et préfaces de Mussolini : naissance d'une doctrine (1902-1914)

Georges Saro



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/7374>

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2014

Pagination : 13-36

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Georges Saro, « L'Italie à travers les comptes rendus et préfaces de Mussolini : naissance d'une doctrine (1902-1914) », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 88 | 2014, mis en ligne le 03 décembre 2014, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/7374>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Tous droits réservés

L'Italie à travers les comptes rendus et préfaces de Mussolini : naissance d'une doctrine (1902-1914)

Georges Saro

Quand, au cours du lointain mois de mars 1919, je convoquai dans les colonnes du *Popolo d'Italia* les interventionnistes qui m'avaient suivi dès la formation des Faisceaux d'action révolutionnaire, advenue en janvier 1915, il n'y avait aucun plan doctrinal dans mon esprit. Je n'apportais l'expérience vécue que d'une seule doctrine : celle du socialisme de 1903-1904 jusqu'à l'hiver 1914 : environ une décennie. Une doctrine univoque, universellement acceptée, du socialisme n'existait déjà plus depuis 1905 quand commença en Allemagne le mouvement révisionniste dont le chef était Bernstein, et ce qui se forma, en revanche, dans le mouvement oscillant des tendances, c'est un mouvement de gauche révolutionnaire qui, en Italie, ne sortit jamais du domaine des phrases, alors que dans le socialisme russe il fut le prélude du bolchévisme. Réformisme, révolutionnarisme, centrisme, les échos mêmes de cette terminologie se sont éteints, tandis que dans le grand fleuve du fascisme, vous trouverez les courants qui partirent de Sorel, de Péguy, de Lagardelle du *Mouvement Socialiste* et de la cohorte des syndicalistes italiens qui, entre 1904 et 1914, apportèrent une note de nouveauté dans le milieu socialiste italien, déjà dévirilisé et chloroformé par

la fornication giolittienne, avec les *Pagine libere* d'Olivetti, *La Lupa* d'Orano, le *Divenire sociale* d'Enrico Leone.

Benito Mussolini, *La dottrina del fascismo*, 1932.

- 1 Tout au long de sa carrière politique, commencée en 1902 et achevée en 1945, Mussolini a déployé une activité débordante en tant que journaliste et orateur. Il a écrit des centaines d'articles, dirigé plusieurs journaux et revues avant et après 1914, prononcé des quantités de discours dans les villes d'Italie, du nord au sud de la Péninsule. L'ensemble de ses interventions écrites et orales a été réuni dans les trente-cinq volumes de l'*Opera omnia*, suivis de huit autres volumes d'*Appendice*, auxquels il faudrait ajouter les discours dont le texte n'a pas été conservé et le grand nombre d'articles anonymes qu'on peut lui attribuer, et dont les éditeurs des œuvres complètes ont dressé la liste dans les volumes précédant 1914. Mais Mussolini a également rédigé nombre de comptes rendus et de préfaces d'ouvrages qu'il jugeait importants, et dont il se servait pour exprimer des idées sur les questions qu'il aurait pu difficilement aborder de front dans la presse socialiste, faisant ainsi dire par d'autres ce qu'il pensait lui-même.
- 2 Cet article se propose d'illustrer, à partir de quelques exemples, cette façon indirecte de faire de la politique, et de montrer à la fois l'image de l'Italie et ce que l'on pourrait appeler le « socialisme mussolinien » appliqué à l'Italie, qui découle de ces comptes rendus et préfaces. Au travers de ces textes, nous pouvons observer comment Mussolini utilise les références aux auteurs internationaux, en particulier français et allemands, pour construire son discours politique. Ce parcours, qui se conclut avec l'entrée de l'Italie dans la première guerre mondiale, montre comment la réflexion sur l'évolution politique de l'Italie est intrinsèquement liée à celle sur le monde, et ce depuis la formation même des acteurs politiques, comme l'illustre le cas de Benito Mussolini.

Pour un socialisme italien

- 3 Le premier compte rendu est celui que Mussolini consacre à la brochure du dirigeant socialiste Costantino Lazzari, intitulée *La necessità della politica socialista in Italia*, publiée en 1902. Mussolini est arrivé depuis peu en Suisse, et l'article paraît le 30 août 1902 dans *L'Avvenire del Lavoratore*, journal du Parti socialiste italien en Suisse, de la Fédération des maçons, de la Chambre cantonale du Travail de Lugano et des Syndicats italiens affiliés au *Gewerkschaftsbund suisse*.
- 4 Dans sa brochure, Lazzari passe en revue les positions des dirigeants socialistes Filippo Turati, Enrico Ferri, Severino Merlino et Arturo Labriola, et se demande quelle est la raison de leurs divergences : elle tient selon lui à une prétendue révolution parlementaire, c'est-à-dire la conquête du pouvoir par la gauche constitutionnelle. Lazzari a raison de souligner que la formation d'un ministère déclarant que les associations économiques des travailleurs ont le droit de grève est une chose importante, mais il ne faut pas pour autant cacher le fait qu'il s'agit là d'une « habile manœuvre des classes dirigeantes », contraintes en fait d'agir ainsi par la « grande force morale qui s'était développée dans tout le pays ». Et si l'opposition de l'extrême gauche avait été plus résolue, les avancées auraient été plus grandes. À l'objection de ceux qui craignent que cette opposition n'entraîne la chute d'un gouvernement libéral et une politique répressive comme celle menée par Crispi ou Pelloux, Lazzari répond que les membres de

ce gouvernement sont des « renards de la réaction ». Lazzari – ou Mussolini reprenant à son compte les propos de Lazzari (rien ne permet de distinguer la citation du commentaire, mais le « nous » est significatif) – ajoute alors : « De toute façon, nous préférons une réaction ouverte à ce genre de réaction hypocritement pudibonde qui fait naître des illusions chez ceux qui ne devraient pas se faire d'illusions », les artisans de la répression étant d'ailleurs en leur temps tombés, « submergés par la haine de tout un peuple ».

- 5 « Nous pouvons comprendre – ajoute Lazzari – que les radicaux appuient un tel gouvernement, mais nous ne pouvons pas approuver la position des représentants du prolétariat qui appuient un gouvernement bourgeois qui, en tant que tel, est toujours notre ennemi. Le peuple a un besoin urgent d'une saine politique socialiste ». La brochure aboutit à la conclusion que cette politique est incompatible avec la position de ceux qui « recommandaient la modération dans les luttes ouvrières pour ne pas perdre une liberté [...] que nous n'avons pas » ; incompatible avec la politique du soutien conditionnel, une formule prosaïque qui ferait du parti « conquérant du monde » une « petite boutique pratiquant le donnant donnant » ; incompatible avec une politique du « moindre mal », « parce que les degrés du mal comme ceux du bien n'ont pas de limite ». Lazzari, qui se prononce contre l'autonomie réclamée par l'action du groupe parlementaire socialiste, définit ce que devrait être la ligne politique du Parti :

Nous n'avons pas de formules. Nous souhaitons simplement que notre parti revienne à ses anciennes méthodes de lutte, harcèle avec une combativité implacable les pouvoirs en place sans jamais s'abaisser à des marchandages et à des compromis. Sa physionomie restera intacte, comme son intégrité morale, qui serait misérablement perdue s'il poursuivait dans une voie qui le confond avec les fractions de la démocratie radicale et bourgeoise, et qui diminue son prestige auprès des masses. La nécessité de la vieille et énergique politique socialiste est tout à fait ressentie et nous espérons qu'en même temps que l'unité du parti, elle soit affirmée au prochain congrès.

- 6 Mussolini fait suivre le compte rendu de la brochure de Lazzari de son propre commentaire dans lequel il insiste sur l'importance des réformes :

Les réformes – qui dans notre programme ne sont pas des fins en soi, un moyen pour aller à la révolution de la société dans un sens collectiviste – ne sont, selon nous, que les phases successives de l'évolution. Se moquer des réformes, c'est se moquer de l'évolution. [...] Tout ce qui accélère l'évolution, accélère aussi la révolution. La théorie de la ligne droite n'est pas applicable au monde politique : l'histoire n'a jamais avancé en ligne droite. Le chemin de l'humanité est comparable à l'ascension de l'alpiniste qui, s'il voulait atteindre en ligne droite les plus hauts sommets, aurait du mal à quitter sa base de départ. D'ailleurs, avec cette théorie nous devrions nous mettre à la remorque des anarchistes qui n'arrivent pas à comprendre que, pour renverser l'ordre bourgeois, il faut aller dans les parlements et les municipalités.

Ce sont là les pièges de la logique abstraite, qu'un philosophe d'esprit n'a peut-être pas appelé sans raison la première ennemie de l'homme¹.

- 7 Mussolini se prononce ainsi dans ce compte rendu pour une ligne socialiste clairement définie, intransigeante à l'égard de la bourgeoisie radicale, mais également favorable aux réformes, gages de l'« évolution ».
- 8 Le deuxième article de notre série est celui que Mussolini publia pour annoncer la parution du livre de Kropotkine, *Les Paroles d'un révolté*, dont il a lui-même assuré la traduction². Le livre comprend les articles publiés par Kropotkine entre 1879 et 1882 dans

le journal *Le Révolté* et qu'Élisée Reclus avait rassemblés en volume. Mussolini dépeint en quelques lignes la profonde actualité de cet ouvrage :

Vingt ans ont passé mais *Les Paroles* semblent dater d'hier tant elles vibrent d'actualité. En les lisant, on ressent une première impression qui saisit l'esprit, en dehors des théories énoncées. Elles débordent d'un grand amour pour le genre humain opprimé et d'une bonté infinie.

- 9 Kropotkine se livre à un examen critique de la situation du moment : il évoque ainsi le chaos économique dans la production capitaliste, la décomposition progressive des États européens, la faillite de la morale chrétienne, le peu de valeur pratique des fameux droits politiques des chartes constitutionnelles ou encore le grand mouvement antiautoritaire et de libre critique dans tous les domaines de la connaissance humaine. La révolution apparaissait comme inévitable. Mussolini commente :

La prochaine révolution se distinguera des révolutions précédentes parce qu'elle sera générale et qu'elle devra conduire à l'expropriation de la bourgeoisie et à l'abolition de l'État. Elle tirera probablement son origine d'une désorganisation du pouvoir central à la suite d'une guerre provoquée par les rivalités réciproques de *prépondérance économique* [souligné dans le texte] sur les marchés internationaux.

- 10 Cependant, au lieu de préparer le prolétariat à la conquête du pouvoir avant même que n'éclate la guerre entre les nations capitalistes, Kropotkine – et Mussolini à sa suite – recommande que « les minorités révolutionnaires acquièrent la capacité technique pour réorganiser la production économique sur les nouvelles bases de justice, le jour où seront expropriées les entreprises capitalistes ».
- 11 Après la suppression de la propriété individuelle naîtra une nouvelle forme d'organisation politique. « L'État – comité de défense des intérêts des classes possédantes – n'aura plus de raison d'être ». Ce qui laissait supposer que la révolution n'avait pas besoin, selon la théorie anarchiste défendue par Kropotkine, d'un nouvel État. Ce qui est proposé, c'est une « Commune socialiste composée de groupes fédérés selon leurs aptitudes et leurs tendances, unis fraternellement par la solidarité de leurs intérêts. Sans besoin de gouvernement, de codes, de tribunaux, les hommes et les groupes trouveront les voies de l'accord pour tout problème qui pourrait naître au sein de la Commune ».
- 12 Point besoin donc d'un parti révolutionnaire pour faire la révolution. Encore moins de la dictature du prolétariat – honnie par les anarchistes – pour passer du capitalisme au communisme. Le commentaire de Mussolini se conclut par une attaque qui deviendra par la suite un *leitmotiv* de son attitude politique jusqu'en 1914, contre la dégénérescence qu'a connue l'idée socialiste à cause de l'action menée « par les transfuges de la bourgeoisie infiltrés dans le mouvement pour le corrompre et le retarder »³.
- 13 Le troisième texte date de 1908. Cette année-là paraît un livre de Giuseppe Forastieri, dont le titre, *Prepariamo l'avvenire d'Italia*, ne peut qu'attirer l'attention de Mussolini. Le compte rendu paraît dans *Il Pensiero Romagnolo*, organe des républicains de la région de Forlì, où Mussolini se trouve alors. Pour Mussolini le livre de Forastieri mérite un examen ample et objectif : l'auteur, émule du milliardaire américain Andrew Carnegie – dont le livre *The Gospel of Wealth* avait été, comme le signale Mussolini, traduit en italien⁴ – faisait partager à ses concitoyens le fruit de ses expériences, lançant ainsi son « cri de bataille et d'espérance : préparons l'avenir de l'Italie ». Ce « livre d'action » – qui ne comptait que 205 pages, mais qui pouvait fournir la matière de 205 volumes – trace un véritable programme d'avenir, puisque la date symbolique qu'il prenait pour terme était l'an 2000.

L'auteur y décrit toutes les plaies de l'Italie et indique les remèdes qu'il préconise. Il n'est pas un seul problème national – de la culture des betteraves aux fouilles archéologiques, de la pellagre à la question méridionale – qui ne trouve sa solution dans ce livre. Et si l'auteur fait souvent mouche quand il dénonce les maux de l'Italie, de cette « Troisième Italie » issue du *Risorgimento*, la raison en est simple : Forastieri appartient à la « bourgeoisie italienne en voie de formation », une bourgeoisie « moderne, évoluée, progressiste, avide de faire des affaires, capable de prendre des initiatives », et qui n'hésiterait pas, le cas échéant, à « briser le bloc de l'institution monarchique », si celle-ci s'opposait à « l'expansion de ses énergies rénovatrices ». Et Mussolini de citer intégralement le passage du livre dressant le tableau de l'Italie vue par Forastieri :

Des administrations trop compliquées ou défectueuses ; une école qui n'est pas à la hauteur de sa mission ; une justice lente et incertaine ; un système fiscal irrégulier et vexatoire ; un réseau ferroviaire incomplet et qui fonctionne mal ; une navigation interne et fluviale inexistante ; des forces motrices naturelles presque inertes ; la terre négligée et en grande partie laissée à l'abandon ; les montagnes saccagées ; l'agriculture au stade primitif dans de nombreuses régions ; des industries insuffisamment développées ; un commerce sans orientation ; un déséquilibre impressionnant entre les importations et les exportations ; des finances locales surchargées ; des ports mal aménagés ; un manque de logements pour les classes inférieures ; les plaies de l'émigration, de la mendicité et de la chasse aux emplois.

- 14 Sans oublier – et Mussolini ne se fait pas faute de le mentionner – une « défense nationale organisée selon des concepts restrictifs ». De la défense nationale, Forastieri passe naturellement à la politique étrangère de l'Italie, et Mussolini lui emboîte le pas : il se déclare, comme l'auteur de *Prepariamo l'avvenire d'Italia*, favorable à une sage politique de recueillement, afin d'éviter à l'Italie une soustraction de ses forces et les surprises très amères des aventures coloniales. Mais cette politique était-elle vraiment possible à terme ? « L'histoire – relève Mussolini – présente toujours de grandes inconnues et les destins des peuples sont interdépendants ». Ainsi cette politique de recueillement pouvait-elle très bien « subir un arrêt brusque en raison des erreurs du passé et du système d'alliances stipulé par la monarchie ».
- 15 Après quoi, Forastieri reprend sa description de l'Italie au début du XIX^e siècle, en abordant en détail tous les sujets : l'agriculture, l'industrie, le commerce, les prêts accordés aux communes, le ravitaillement des grandes villes, les mesures financières et ainsi de suite. Ce qui apparaît clairement dans le livre – et dans le compte rendu qui en est fait – c'est l'idée que l'Italie doit, sur le plan intérieur, renforcer son économie, développer son agriculture, son industrie, son commerce, bref combler son retard dans le développement du capitalisme national, de façon à réduire d'abord cette perte de ressources considérable que représente le flux de l'émigration. Sur le plan extérieur, l'auteur insiste sur le fait d'une part de se préparer à mener, le moment venu, une politique coloniale digne d'un grand pays européen, lequel n'avait pas moins droit que les autres à une expansion légitime et, d'autre part, de ne pas se sentir indéfectiblement lié par un système d'alliances – le traité de la Triplice, conclu pour la première fois en 1882 avec l'Empire austro-hongrois et l'Empire allemand, et régulièrement renouvelé depuis – un système d'alliances donc « stipulé par la Monarchie » et qui au fond n'engageait qu'elle⁵.
- 16 Mussolini ne peut ignorer totalement les questions sociales. Mais il les aborde à sa façon, faussement révolutionnaire. Forastieri envisageait-il une participation des travailleurs

aux bénéfiques des entreprises ? Mussolini ne se prononce pas non plus, parce qu'il ne croit pas aux mesures législatives. Quant à la nationalisation de la terre, Mussolini y est clairement hostile : il y voit une expression de ce socialisme d'État prôné du haut de leurs chaires par des doctrinaires qui ne trouvaient aucun écho dans les masses ouvrières. D'ailleurs, se demande-t-il, comment un État bourgeois pourrait-il, « par un simple décret », introduire une réforme économique d'une telle ampleur ? Comment l'État italien – un État aussi féodal – pourrait-il adopter des mesures législatives d'une telle importance ? Forastieri, selon Mussolini, est un incorrigible optimiste. Il se fait des illusions sur l'État italien, cette « démocratie césarienne », comme l'avait définie Arturo Labriola. Il est persuadé que son programme de réformes pourrait être réalisé par une majorité parlementaire, alors qu'il apparaît évident pour le commentateur qu'une confiance excessive dans le mécanisme parlementaire ne peut apporter que d'amères déceptions.

- 17 Après cette déclaration d'antiparlementarisme, ornant le compte rendu d'un vernis révolutionnaire, Mussolini conclut : dans le livre de Forastieri, traversé par un sens pratique réel, on trouve non pas des discussions théoriques subtiles, pédantes et souvent inutiles, mais des propositions et des chiffres. Il fournit matière à discussion, et mérite donc d'être signalé comme une tentative çà et là réussie⁶. Ce compte rendu, que rien ne permettait d'attribuer à un socialiste⁷, sert les projets de Mussolini : lui aussi souhaite préparer l'avenir de l'Italie. Restait à en définir les modalités de réalisation.

Instruments du réformisme italien : la critique du néo-malthusianisme

- 18 Le 1^{er} juillet 1911, Mussolini publie dans le journal qu'il dirige alors à Forlì (*La Lotta di classe*) une note de lecture consacrée au livre du docteur Alfonso De Pietri Tonelli – *Il problema della procreazione. Inchiesta sul neo-malthusianismo, con indicazioni storico-bibliografiche sulla teoria e sulla pratica* – qui venait de paraître à Milan. Le livre s'insère dans la discussion sur le néo-malthusianisme qu'avait déclenchée la parution à Vienne en 1880 du livre de Kautsky, *Der Einfluss von Volksmehrung auf den Fortschritt der Gesellschaft*, traduit en italien en 1884 par Bissolati sous le titre *Socialismo e malthusianismo. L'influenza dell'aumento della popolazione sul progresso della società*. Le livre de Kautsky pose un problème qui intéresse au plus haut point le socialisme : l'enjeu est de savoir si la question sociale – due selon Malthus à la disproportion entre la production des moyens de subsistances, qui croissent de façon arithmétique, et l'augmentation de la population, qui croît de façon géométrique – devait être résolue en freinant l'augmentation de la population, et donc par la limitation des naissances, ou bien politiquement, par l'avènement d'une société socialiste qui mettrait un terme à une crise sociale due au mode de production capitaliste. Dans cette question, la position de Kautsky apparaît ambiguë. Selon cet auteur, « seule une réforme sociale pouvait supprimer la misère et le vice qui condamnaient les neuf dixièmes de la population à une vie misérable, mais seule une régulation du mouvement de la population pouvait empêcher le retour de ces maux »⁸. Dans ce débat, où il s'agit, toujours selon Kautsky, de concilier le socialisme avec le malthusianisme⁹, tous les spécialistes italiens des questions politiques et sociales de la fin du XIX^e siècle, socialistes ou non, sont intervenus : Pareto, Nitti, Colajanni, Loria, Bonomi, Bissolati, Turati. Cependant, avant même la publication de son livre, la position de

Kautsky avait entraîné une réaction d'Engels exprimée dans une réponse à Kautsky datée du 1^{er} février 1881 :

Bien que les socialistes de la chaire nous demandent à nous, socialistes prolétariens, de leur expliquer comment nous pourrions éviter la surpopulation et le risque qui en résulterait de voir s'effondrer le nouvel ordre social, je ne vois, d'ici longtemps, aucune raison de donner satisfaction à ces gens. [...] Je ne considère pas cette question comme étant d'une extrême urgence, en ce moment où la production en série, qui vient de faire son apparition en Amérique et le remarquable développement de l'agriculture menacent de nous étouffer positivement sous le poids des subsistances produites et à la veille d'un bouleversement, qui entre autres conséquences, doit avoir celle de peupler toute la terre [...] et qui, même en Europe, aura certainement besoin que la population s'accroisse fortement. [...]

Théoriquement il est déjà possible que le nombre des hommes devienne tel qu'il faille limiter cet accroissement. Mais si la société communiste se voyait un jour contrainte de régler la production des hommes, comme elle aurait déjà réglé celle des biens, il lui appartiendrait de le faire, et elle sera seule à pouvoir le faire sans difficultés. [...] De toute façon, ce sera l'affaire de ces hommes de savoir si, quand et comment ils le désireront, et quels moyens il s'agira d'employer¹⁰.

- 19 La question est donc capitale, et Mussolini ne peut pas s'en désintéresser. Alors que, selon Mussolini, la France ou la Hollande, comme les pays plus développés en général, disposent d'une vaste littérature théorique et de propagande pour ou contre les pratiques néo-malthusiennes, l'Italie, où pourtant depuis quelque temps la question est débattue, manquerait de ce type de travail qui, « avec des intentions objectives, posait devant l'esprit des spécialistes des questions sociales le problème dans ses aspects les plus variés ». Le docteur De Pietri Tonelli a, d'après lui, comblé cette lacune en procédant à une enquête diligente « auprès des plus grands penseurs italiens de toutes les écoles, sociologues, médecins, agitateurs, etc. »¹¹.
- 20 Il n'est pas question, s'empresse de souligner Mussolini¹², d'exposer toutes les réflexions que suscite la lecture de ce volume. Et cela n'a rien d'étonnant si l'on pense à la complexité du problème de la procréation qui touche à des questions économiques, morales, juridiques, politiques, religieuses, sociales. Le mérite du livre serait – en s'adressant à toutes les couches sociales, y compris donc aux prolétaires invités à ne pas contribuer à l'accroissement de la population – de pousser à la réflexion, alors que trop souvent l'on s'en tient sur ces questions à l'usage traditionnel et aux préjugés.
- 21 Mussolini est sûr que ce livre, digne d'être signalé en raison de sa capacité à exposer et à mettre en lumière un problème des plus graves et en conséquence des plus intéressants, « serait le point de départ d'une série de discussions profitables, qui avaient déjà eu lieu dans d'autres pays »¹³. Sur ce plan aussi l'Italie devrait rattraper son retard : la limitation des naissances pouvait permettre d'abaisser les tensions sociales en diminuant la population ouvrière et le flot de l'émigration. Certes la limitation des naissances entre en contradiction avec une autre nécessité de la société capitaliste, celle d'accroître le nombre des producteurs et de fournir des recrues à l'armée, mais c'est bien la question de la limitation d'une population jugée excessive qui prime à ce moment-là. Comme on le sait, le fascisme fera plus tard de l'accroissement de la population pour les besoins de la production et l'augmentation des forces armées un thème majeur de sa politique, qui servira également de justification aux ambitions coloniales du régime.
- 22 Cette question de la population, Mussolini l'avait déjà abordée, sous un angle tout aussi important, dans un article que l'on peut considérer comme un compte rendu, dans la mesure où il s'agit du commentaire d'un article paru dans *La Civiltà Cattolica*. L'article de

la revue de la Compagnie de Jésus était intitulé « Lo spopolamento progressivo delle nazioni civili ». Dans son commentaire, Mussolini fait part de son désaccord avec l'auteur de l'article sur les causes du dépeuplement : les idées de base exprimées lui semblent erronées ou unilatérales mais, comme l'article apparaît bien documenté, Mussolini signale tout de même à ses lecteurs les informations intéressantes qu'il contient.

- 23 D'après *La Civiltà Cattolica*, dans tous les pays européens on assiste à une baisse de la population. La France, où la pratique du néo-malthusianisme est très répandue dans toutes les classes de la société, est confrontée à un avenir d'irrésistible décadence. L'Allemagne, bien que comptant une population presque deux fois plus nombreuse que celle de la France, présente des signes indéniables d'épuisement. En Belgique, l'élément nataliste est représenté seulement par les Flamands, tandis que chez les Wallons, plus proches de la France, la stérilité volontaire est largement répandue. L'Angleterre, quant à elle, connaît une décroissance qui se traduit par une baisse de 200 000 naissances par an. De son côté l'Italie présente depuis 1891 une diminution du nombre des naissances. En Autriche, l'augmentation n'est que de 3 % par an, et la Norvège présente une baisse de 20 %. Les chiffres manquent pour la péninsule Ibérique, les États balkaniques et la Russie. L'auteur de l'article de *La Civiltà Cattolica* déclare que le dépeuplement de l'Europe est dû à la déchristianisation consécutive à la Révolution française. Mussolini fait cependant remarquer que le cas de l'Autriche catholique infirme cette thèse. Et que dire de l'Espagne ou de la France ? Mussolini donne alors sa propre explication. Pour lui, le dépeuplement est le signe de la décadence du capitalisme :

La limitation de la progéniture ou le renoncement à la progéniture, le néo-malthusianisme en somme, n'est pas la conséquence des sentiments antireligieux, mais d'un ensemble de causes économiques, politiques, morales. Toutes les civilisations qui s'acheminent vers le crépuscule présentent les mêmes symptômes d'épuisement physiologique et spirituel. C'est le cas de la société bourgeoise qui, après avoir renversé la table des valeurs traditionnelles, a réalisé sa mission historique, a atteint le sommet de sa puissance et sent que sa fin est proche, parce que de nouvelles forces sociales se préparent à la domination du monde et à la création d'une autre forme de civilisation.

- 24 En conclusion de son article, l'auteur de *La Civiltà Cattolica* se demande avec effroi :
- Qu'advient-il de la France et des autres nations européennes, si le laïcisme anticlérical poursuit son œuvre de paralysie progressive et de suicide social ? Que fera l'Europe, coupablement exténuée et décrépite, face au danger d'une guerre mondiale ou d'une invasion asiatique ?
- 25 Mussolini, quant à lui, ne semble pas trouver ces questions angoissantes. Il propose sa réponse dans son commentaire :

Elle se laissera conquérir, démolir et rénover. De la même façon que l'affrontement entre les barbares et l'Empire romain ne fut pas dommageable aux intérêts de l'espèce, il est de même probable que le conflit entre deux continents, en sélectionnant la race par l'élimination des plus faibles, sera favorable au développement futur de la plante-homme¹⁴.

- 26 On peut relever dans cet article la première manifestation de l'obsession raciale de Mussolini, ainsi que sa conception de la guerre régénératrice. Le même article est également révélateur d'un climat. Le 20 février de cette même année 1909, le chantre du futurisme, Filippo Tommaso Marinetti, lançait son *Manifeste* où il glorifiait « la guerre, seule hygiène du monde, le militarisme, le patriotisme, le geste destructeur des libérateurs, les belles idées pour lesquelles on meurt », ainsi que le mépris de la femme¹⁵.

Le révisionnisme révolutionnaire

- 27 La publication en 1912 du livre de Napoleone Colajanni, *I partiti politici in Italia*, permet à Mussolini d'exposer sa conception du Parti socialiste italien (PSI) à la veille du XIII^e congrès qui devait se tenir à Reggio Emilia, mais aussi de porter un jugement sur les autres partis : les partis constitutionnels qui, selon lui, sont morts, les partis radical et clérical, qui sont dépeints comme des nébuleuses, le Parti républicain, qui s'est presque suicidé à son dernier congrès.
- 28 Dans la partie de son livre consacré au Parti socialiste, Colajanni explique que les progrès du PSI ont été extrêmement rapides au cours des dernières années, mais non comme un résultat naturel et une conséquence logique du développement industriel et de la diffusion de la culture, mais sous l'effet et comme conséquence de la misère et d'une action gouvernementale désastreuse. Ce sont moins le nombre d'adhérents, le nombre de députés ou le nombre d'organisations paysannes que les succès obtenus aux élections législatives, les trois quotidiens et les centaines d'hebdomadaires socialistes que le Parti dirige qui attestent de ces progrès.
- 29 Cependant s'il y a bien eu mouvement et progrès, le Parti connaît maintenant une phase de stagnation et de dégénérescence. Cette crise – écrit à son tour Mussolini – dure depuis dix ans et a conduit à une quasi-destruction du Parti. La première cause tient aux discussions internes, aux divisions multiples dues à des rivalités. Le PSI a mené une politique de clans, de « camorre », n'hésite pas à écrire Mussolini. Mais pour le commentateur, la répudiation complète du marxisme est une autre cause de la dégénérescence. Les socialistes italiens ont toujours ignoré Marx. Certains dirigeants n'ont pas lu une ligne de lui : pas même le *Manifeste des communistes* (*sic*). Le socialisme italien n'a jamais eu de préoccupations doctrinales : le premier résumé du *Capital* est dû à un anarchiste, Carlo Cafiero. Seul Antonio Labriola, « un homme, un vrai », échappe à la longue phase de dépression culturelle qui a suivi cette période, mais il est resté en dehors de l'orbite officielle du Parti. Il est tout à fait symptomatique que la *Storia del marxismo in Italia* ait été écrite non par un Italien, mais par un Allemand¹⁶. Contrairement à la France et à l'Allemagne, l'Italie manque d'une « solide et organique tradition culturelle socialiste » : de cela il résulte que rien n'est venu mettre un frein aux « funambulismes techniques et tactiques du réformisme, qui était devenu possibilisme, collaborationnisme, revirement, trahison ». S'ajoutent à cela des causes « de caractère moral, c'est-à-dire le manque de sincérité, l'absence de sensibilité morale, l'impunité dont bénéficiaient ceux qui ne respectaient pas les principes et les méthodes du socialisme ».
- 30 Une mission urgente s'impose donc pour Mussolini, qui s'en fait l'écho dans la conclusion de son compte rendu : « C'est à nous, socialistes révolutionnaires qu'incombe la tâche de ramener le Parti sur le chemin de la pureté et de la sincérité ». Et cette tâche, il faut l'assumer dès le prochain congrès, et ceux qui ne sont pas prêts à exclure des rangs du Parti les membres du courant droitier des possibilistes, monarchistes et colonialistes, doivent réfléchir au fait que le Parti n'est ni une Église, ni une académie, mais une « association de volontaires qui ont accepté une discipline et un but commun et que, de la même façon qu'une armée qui se bat a le droit de fusiller dans le dos les traîtres, le Parti a le droit d'exclure les transfuges et les traîtres »¹⁷.
- 31 Au congrès de Reggio Emilia, Mussolini fait donc voter une motion entraînant l'exclusion des éléments de droite du Parti, les députés Bonomi, Bissolati et Cabrini, qui fondent

aussitôt le Parti socialiste réformiste italien. Cependant, le même homme qui veut ramener le Parti socialiste italien sur le chemin de la pureté doctrinale n'a pas hésité un an plus tôt, à Cesena, le soir du 1^{er} mai, à prononcer une conférence sur le thème *Ce qu'il y a de vivant et de mort dans le marxisme* : « Chaque système a une partie caduque, et le marxisme ne peut échapper à ce sort commun ». Certes, Marx a écrit le *Manifeste* et le *Capital*. Certes, il a lancé le cri fatidique : « Prolétaires de tous les pays unissez-vous ! ». Il a permis au socialisme de passer de l'utopie à la science. Il a mis en avant la doctrine du déterminisme économique, de la lutte de classe et le concept de la catastrophe. Mais, depuis lors, deux conceptions du socialisme s'affrontent au sein du mouvement ouvrier : la conception révolutionnaire et la conception réformiste. Dans ce binôme devenu classique, Mussolini insère une nouveauté théorique inédite : il existe selon lui un « révisionnisme révolutionnaire ». Si bien que l'on peut être, comme Mussolini, à la fois révisionniste et révolutionnaire sans la moindre contradiction¹⁸. Ce point est capital : c'est ce révisionnisme révolutionnaire de Mussolini qui explique la politique ondoyante qui est la sienne jusqu'en 1914.

La guerre révolutionnaire

- 32 En 1912 paraît à Paris, aux Éditions de la Guerre sociale, le livre de Charles Albert et Jean Duchêne, *Le socialisme révolutionnaire*. Mussolini entreprend sa traduction, qu'il fait précéder d'une préface. La traduction de l'un des chapitres du livre, « La società socialista », est publiée en cinq articles dans *La Lotta di classe* entre avril et juin 1912. La préface paraît dans le quotidien *l'Avanti!* dont Mussolini, membre de la direction du Parti, devient le directeur en novembre 1912.
- 33 Le livre rassemble des articles publiés dans le périodique *La Guerre sociale* au courant de l'année 1912. Le but pratique immédiat attribué à ces articles, à savoir « l'entente révolutionnaire de toutes les forces subversives militantes – socialistes, syndicalistes, anarchistes – avait entièrement échoué », mais les réponses au questionnaire envoyé par Albert et son collaborateur Duchêne sont quant à elles dignes d'intérêt. Les auteurs y exposent leur conception de la société future sur la base de trois grandes institutions : Confédération générale des producteurs (syndicats), Confédération générale des consommateurs (coopératives) et Confédération des Communes, une « conception qui ne pouvait être repoussée *a priori* comme une idée romantique ».
- 34 On peut voir dans ces exemples l'embryon de la société corporative que le fascisme instaurera en Italie. Un projet de ce genre est cependant prématuré au moment de la parution du livre. Mussolini aborde donc la question de la société future sous un autre angle. La forme politique de la société socialiste, selon lui, serait le « communalisme », c'est-à-dire une république qui n'aurait pas le caractère des républiques actuelles, une république qui ne correspondrait pas non plus à l'idéal mazzinien, mais qui se rapprocherait beaucoup, presque au point de s'y confondre, avec le fédéralisme de Carlo Cattaneo. L'autre point important abordé dans la préface concerne la révolution sociale, celle-ci devant être nationale, si bien que « pour se défendre contre de possibles attaques de nations arriérées », le besoin se ferait sentir pendant un certain temps « d'une sorte d'armée à base de milices "communales" ».
- 35 Un point intéresse particulièrement Mussolini dans son commentaire, bien que le discours reste allusif : il s'agit du rapport entre guerre et révolution. Ainsi, par « nations arriérées », il faut entendre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, toutes deux féodales par

rapport à l'Italie. Si l'on accepte cette prévision, poursuit Mussolini, l'antimilitarisme absolu devient une absurdité, et ce qui triomphe au contraire, c'est la thèse de Jaurès à laquelle Hervé s'est justement rallié dans son volume *La conquête de l'armée*¹⁹. Socialisme et militarisme ne sont donc plus des termes qui s'excluent mutuellement, parce que, même dans une société socialiste il reste « une forme de militarisme, fût-elle profondément différente des formes actuelles ».

- 36 Mussolini fait ainsi mine de ne pas être d'accord avec les deux auteurs. Selon lui, le problème se pose autrement : si la révolution sociale venait à éclater dans un pays, les autres pays l'imiteraient, ou bien le prolétariat serait déjà assez fort pour empêcher toute intervention armée de la bourgeoisie nationale. Dans le cas contraire, tous les socialistes se battraient aux frontières, parce que la guerre – et ce ne serait pas la première fois dans l'histoire, écrit le dirigeant socialiste Mussolini – devrait sauver « et l'idée et le fait de la révolution »²⁰.
- 37 De l'ensemble de ce discours alambiqué, on retient particulièrement une idée que Mussolini précisera au fil du temps : si dans un pays donné le prolétariat n'est pas assez fort pour empêcher une intervention armée de la bourgeoisie nationale dans la guerre, il devra intervenir dans cette guerre à ses côtés, non pas bien sûr dans le même but qu'elle, mais pour sauver « et l'idée et le fait de la révolution ». Le thème de la guerre révolutionnaire, abondamment repris au cours de la campagne pour l'intervention, fait ainsi son apparition dans un parti où le courant antimilitariste est prédominant.

Les modèles étrangers

- 38 Attentif aux évolutions des mouvements socialistes de par le monde, Mussolini pioche, de novembre 1913 à juillet 1914, dans les revues socialistes européennes pour alimenter ses propositions politiques, marquées par le pragmatisme. Ces éléments lui permettent de faire évoluer sa pensée en se confrontant aux grandes questions internationales et à leurs conséquences sur la réalité italienne.
- 39 Le premier compte rendu portant sur les revues *Die Neue Zeit*, *Sozialistische Monatshefte*, *Socialist Review*, *Vie ouvrière* et *L'Effort libre*, paraît dans le premier numéro d'*Utopia*, la revue que le directeur de *l'Avanti!* a fondée pour s'y exprimer plus librement qu'il n'est à même de le faire dans le journal du parti. En effet, dans la présentation de la revue qui ouvre le premier numéro, Mussolini reprend le thème du révisionnisme révolutionnaire. Selon lui, l'interprétation révolutionnaire du devenir socialiste est à ce moment-là confortée par tout un mouvement de culture, que la revue se propose d'analyser, et par une situation de fait qui conduit nécessairement à des solutions violentes. Le militarisme étant le cauchemar de l'Europe contemporaine, la question est, selon Mussolini, celle du choix entre désarmement ou guerre internationale, et non – on l'aura compris – entre guerre ou révolution. « La propagande actuelle des socialistes – écrit encore Mussolini – est de faire envisager par le prolétariat l'éventualité de la guerre ». L'objectif de la revue est ainsi précisé : « nous voulons compléter cette propagande, nous voulons lui offrir le secours de la critique et de la doctrine »²¹.
- 40 La revue socialiste française, la *Vie ouvrière*, est signalée à l'attention de tous ceux qui dirigent le mouvement prolétarien italien. Un auteur, Henri Amoré, y poursuit son étude sur la correspondance d'Élisée Reclus. Durant la « guerre tragique » (la guerre de 1870),

Élisée Reclus était garde national à Paris. Mussolini cite donc un passage de l'article d'Amoré :

Ses lettres sont inspirées par le patriotisme ardent qui animait les révolutionnaires de cette époque. Après la défaite, Reclus se fit désigner comme candidat (ce n'est que plus tard qu'il devint abstentionniste) à l'Assemblée nationale par le Comité républicain du X^e arrondissement de Paris. Le 9 février 1871, après avoir quitté Paris, il écrivait à sa sœur que [...] *probablement la guerre à outrance que lui aurait soutenue n'aurait pas été du goût de ces messieurs de l'Assemblée : une « paix honorable » ferait mieux leur affaire* [souligné dans le texte].

- 41 Mussolini signale une autre de ces lettres, où Reclus évoque sa campagne contre les *capitulards* (en français dans le texte). Qu'un anarchiste ait fait l'éloge de la défense révolutionnaire est évidemment précieux aux yeux de Mussolini. Le directeur d'*Utopia*, également directeur du quotidien du Parti socialiste, peut ainsi écrire :

Tout ceci est important dans la mesure où cela montre que... l'absurde peut arriver, à savoir qu'à un certain moment historique ce sont les révolutionnaires et les antimilitaristes qui réclament et insistent pour la plus grande guerre²².

Socialisme ou capitalisme d'État ?

- 42 Trois courtes notes sur les revues socialistes étrangères sont publiées dans le numéro du 10 décembre 1913 d'*Utopia*. La première salue la naissance, annoncée pour le 1^{er} janvier 1914, de la nouvelle revue de langue française *Socialisme et Lutte de classe*, un bimensuel dirigé par Jules Guesde auquel *Utopia* adresse ses vœux les plus fervents. La deuxième note, consacrée à la *Socialist Review*, porte sur l'industrialisation de l'agriculture aux États-Unis, qui a réalisé des progrès foudroyants au cours des dernières années. Selon un expert de ces questions, la moitié du capital dans une exploitation bien cultivée aux États-Unis est constituée par les machines agricoles. Le paysan traditionnel est certes menacé par cette invasion des machines, mais cette note souligne surtout en creux le très grand retard enregistré par l'agriculture italienne dans ce domaine. La troisième note est consacrée à la *Sozialistische Monatshefte* qui donne des informations intéressantes sur le canal de Panama. On apprend à la lecture de cet article que le creusement du canal a été mené à bien grâce à des institutions... socialistes. Citons le commentaire de Mussolini :

Le canal de Panama est terminé. Là où différentes entreprises capitalistes avaient échoué, la production d'État a brillamment triomphé. L'achèvement de cette grande œuvre n'était possible, dans une région inhabitée, que grâce à des institutions socialistes. Pour pouvoir soigner et maintenir en bonne santé 40 mille ouvriers, techniciens et employés, l'État a dû construire des habitations et des magasins, prévoir des médecins et des hôpitaux, créer, en somme, une sorte de communauté socialiste. Chaque famille habitait dans une maison construite et meublée par l'État. L'État s'occupait aussi des boutiques en tout genre, ainsi que des véhicules et des chemins de fer et des hôtels. On ne payait pas en argent, mais avec des bons que l'État donnait au personnel de l'entreprise. Les directeurs et les autres cadres prenaient leurs repas dans une pension. Les ouvriers européens, en majorité des Italiens, se partageaient entre 17 pensions. Pour les 30 mille Noirs on avait installé 33 cuisines. Un auteur américain a calculé que ces cuisines gérées par l'État avaient fourni douze millions de repas par an²³.

- 43 Mussolini qui, peu de temps auparavant, avait fustigé le socialisme d'État dans les pays européens, fait maintenant l'éloge d'un socialisme *made in USA*. Ce qu'il faut retenir de ces prises de position, c'est qu'on assiste là à la naissance d'une conception de la société aux

contours plus que flous. Un choix est clair cependant : toute idée d'une société socialiste est d'ores et déjà bannie dans la pensée de Mussolini.

L'évolution de la Triplice

- 44 La rubrique publiée dans le numéro du 15 janvier 1914 d'*Utopia* comprend des notes sur *Die Neue Zeit*, *The New Review*, *L'Effort libre*, *Sozialistische Monatshefte* et *Le Courrier européen*. Dans son numéro du 5 décembre 1913, *Die Neue Zeit* publie un article de Max Jack sur les transformations de la Triplice. Le contexte est celui des guerres balkaniques, qui ont profondément modifié les relations internationales entre les différents pays européens, leur équilibre, leur situation. Selon l'auteur, la Triplice aurait connu deux phases : avant et après les guerres balkaniques, et la situation de l'Allemagne par rapport à ses alliées, l'Autriche et l'Italie, n'est donc désormais plus la même :

Alors que dans la première période de la Triplice les alliés s'appuyaient sur l'Allemagne, c'est elle au contraire qui, dans la deuxième période, s'attache à eux et, tandis que l'Autriche et l'Italie étaient apparues alors comme les colonnes de la paix européenne en tant qu'elles protégeaient les épaules de l'Allemagne, dans la deuxième période l'Allemagne avait été le point d'appui pour la politique d'expansion de l'Italie en Afrique du Nord.

- 45 La note de Mussolini sous-entend l'idée (qu'il développera abondamment au moment de la guerre) que les socialistes allemands, dont *Die Neue Zeit* se fait le porte-parole, sont extrêmement attentifs à la situation de leur pays sur le plan international. L'idée, pour l'heure à peine ébauchée, est qu'ils sont plus allemands que socialistes. La dernière remarque concerne l'Albanie et l'attitude de l'Autriche et de l'Italie vis-à-vis de ce pays. Mussolini laisse entendre que l'Italie ne peut se désintéresser de l'Albanie, et qu'il faudrait tôt ou tard soustraire ce pays à l'influence autrichienne.

- 46 Dans *The New Review*, Mussolini signale un article sur la condition des Noirs aux États-Unis. En principe l'égalité des droits y est assurée. La discrimination raciale existe pourtant *de facto*. Les Noirs sont défendus par deux associations. L'une, la Société pour l'élévation des gens de couleur, composée de Blancs et de Noirs, est une « association bourgeoise ». L'autre société, qui accueille les Noirs, se désigne comme *The Industrial Workers of the World*, et compte également des organisations mixtes dans le Sud. Selon Mussolini, la conduite du Parti socialiste n'est pas unitaire aux États-Unis. Dans certains États du Sud, les socialistes ont soutenu les Noirs, mais ce n'est pas le cas pour la Louisiane ou le Texas. Le Parti a lancé un appel aux Noirs en 1901, auxquels il renouvelle sa sympathie et qu'il appelle à militer sous les drapeaux du socialisme. À la lecture de cette note, on est en droit de se demander ce que le dirigeant socialiste italien Mussolini pense de cet appel du Parti socialiste américain adressé aux Noirs pour qu'ils militent sous les drapeaux du socialisme, mais celui-ci ne fait aucun commentaire.

- 47 Dans *L'Effort libre* figure un article sur les suffragettes anglaises à propos desquelles il est bien difficile de dire là encore quel est le point de vue de Mussolini. En revanche le critique cite la conclusion de l'article que *Le Courrier européen* consacre à la démocratie sociale tchèque :

La démocratie sociale tchèque reconnaît la nécessité et l'utilité de l'Autriche-Hongrie comme État, non dans sa forme actuelle d'État dualiste, dans laquelle deux seules nationalités, Allemands et Magyars, se partagent entre eux l'hégémonie sur les Slaves. Ils [*sic*] réclament sa transformation en une Confédération de nationalités autonomes.

- 48 Tout ceci est très important, commente alors Mussolini, « surtout pour ceux, et ils sont nombreux en Italie, qui croient en d'imminentes catastrophes chez notre voisin d'au-delà de l'Isonzo »²⁴. Bien qu'il soit encore trop tôt pour y répondre, la question est celle des conséquences pour l'Italie des catastrophes imminentes qui s'annoncent dans l'Empire austro-hongrois, son allié dans la Triplice.
- 49 Dans le numéro d'*Utopia* du 30 janvier 1914, Mussolini signale les revues *Vie ouvrière* et *Sozialistische Monatshefte*. La revue française publie un article jugé très important de Tom Mann, le leader des syndicalistes anglais, intitulé « Impressions d'Amérique », dans lequel celui-ci déplore la division qui règne dans le mouvement syndical américain, partagé entre l'American Federation of Labor et l'Industrial Workers of the World. Mann – repris par Mussolini – écrit ainsi :
- Je dis énergiquement que les industriels (syndicalistes) devraient travailler en accord avec la Fédération du Travail. Il n'y a strictement aucune nécessité d'avoir deux organisations [souligné dans le texte]. Le champ d'action est assez vaste pour que tous puissent coopérer à la lutte économique.
- 50 Le commentaire de Mussolini est sans équivoque : cet article semble écrit exprès pour les Italiens. En Italie, en effet, le mouvement syndical est lui-même divisé : d'une part la CGL (Confederazione Generale del Lavoro), d'autre part les syndicalistes révolutionnaires. Mussolini se prononce pour l'unité des deux organisations. L'idée d'un syndicat unique, présentée ici comme une avancée du mouvement ouvrier, sera reprise plus tard, à l'époque du fascisme, dans une tout autre perspective, celle de la soumission totale au patronat.
- 51 La *Vie ouvrière* publie également un nouvel article sur la correspondance d'Élisée Reclus. Mussolini profite de l'occasion pour rapporter les propos du « grand géographe » sur la violence :
- Du point de vue révolutionnaire, je me garderai de préconiser la violence, et je suis désolé quand les amis, entraînés par la passion, se laissent aller à l'idée de vengeance, une idée si peu scientifique, une idée stérile. Mais la défense armée d'un droit n'est pas la violence. S'il est vrai, comme je le crois, que le produit d'un travail commun doit être propriété commune, ce n'est pas faire appel à la violence que de défendre son propre bien ; s'il est vrai, comme je le crois, que personne n'a le droit de s'approprier la liberté d'un autre homme, celui qui se révolte est dans son plein droit.
- 52 La violence est donc légitime quand il s'agit de protéger la propriété. Mussolini retient aussi un passage sur la propagande, qu'il cite :
- C'est par le caractère personnel que se fait la vraie propagande. Les idées les meilleures exposées par des impuissants et des faibles semblent être dépourvues de force et de vertu. C'est à vous qu'il incombe, disait Reclus à ses amis, de les mettre en relief, de les faire accueillir avec sympathie, grâce à l'élan de votre courage, à la hauteur de votre pensée et à la dignité de votre vie.
- 53 Mussolini, qui semble trouver là de saintes paroles, se souviendra peut-être d'Élisée Reclus lorsqu'il justifiera la violence dans la défense de la propriété quelques années plus tard.
- 54 La *Sozialistische Monatshefte*, pour sa part, consacre un article à la correspondance entre Marx et Engels, récemment publiée en Allemagne. La revue des révisionnistes allemands relève surtout dans ces quatre volumes le fait que Marx – « l'homme qui portait un monde dans son cerveau » – a souffert de la faim. Et Mussolini de citer deux lettres à Engels, l'une du 8 septembre 1852, l'autre du 28 janvier 1858, pour illustrer son propos.

Ceux qui auraient voulu en savoir plus sur la correspondance politique entre les deux fondateurs du marxisme et comment revenir à la saine doctrine n'avaient qu'à se reporter à l'édition allemande de la correspondance d'où sont tirées ces citations²⁵.

La question coloniale

55 Avant de s'intéresser à nouveau aux revues socialistes étrangères, Mussolini consacre, dans le numéro de février 1914 d'*Utopia*²⁶, un compte rendu au livre de Charles Dumas, « au titre intéressant » : *Libérez les indigènes ou renoncez aux colonies*. Mussolini a eu l'occasion de rencontrer l'auteur qui, s'étant rendu en Italie quelques mois plus tôt, avait tenu à s'entretenir avec lui à propos des prochaines élections législatives. Mais la conversation a porté aussi sur la guerre de Libye, et Mussolini retrouve dans le livre des idées alors exprimées de vive voix par son interlocuteur. Le livre est né dans des circonstances particulières : en mars 1913, le Parti socialiste unifié charge Dumas de faire une enquête sur la situation des indigènes en Afrique du Nord et d'en faire un rapport au Parti. Même si le champ de la recherche se limite à l'Algérie « qui est – comme on le sait – la plus vieille colonie nord-africaine de la France », le livre mérite d'être lu, et Mussolini ne trouve pas « inopportun » de le signaler aux socialistes italiens, surtout dans un moment où « les questions coloniales occupent et préoccupent notre opinion publique ».

56 La première partie du livre est polémique, écrit Mussolini. Dumas combat la thèse du député radical Adjani, selon lequel la race « arabe » ne pourrait s'adapter à notre civilisation. Mussolini, qui déclare ne pas vouloir entrer dans une discussion, ajoute tout de même :

Limitons-nous aux données de la réalité. Il y a une civilisation (ensemble d'institutions, de coutumes, religion, morale, etc.) : la nôtre, qui à un moment donné entre en contact (pacifiquement ou violemment, par le commerce ou par les armes) avec une autre civilisation. Inférieure ? Nous ne le savons pas. Indéniablement *différente* [souligné dans le texte] et, dans un certain sens, nous pouvons même l'admettre, inférieure (du point de vue de la technique militaire, industrielle, etc.).

57 Mussolini précise alors en quels termes se pose le problème : assimilation ou adaptation ? Faut-il se demander : « Les Arabes peuvent-ils s'adapter à notre civilisation ? Ou bien : les Arabes peuvent-ils *assimiler* notre civilisation ? ». Mussolini exprime par là des doutes : « Je crois que les Arabes peuvent s'adapter à notre civilisation, mais également l'assimiler ? C'est douteux ». Le point positif tient à ce que cette adaptation est facilitée du fait que les indigènes d'Afrique du Nord sont des dolichocéphales, exactement semblables à la race nordique qui composait 87 % de la population de la Suède, comme le montre le livre *Recherches anthropologiques dans la Berbérie orientale*²⁷. L'islam lui-même n'est pas un obstacle à l'adaptation, et le danger panislamique agité par les arabophobes, par ceux qui souhaitent une politique forte dans les rapports avec les indigènes, est un danger imaginaire. Mussolini manifeste ainsi, pour la première fois, un intérêt pour le monde islamique qui ne se démentit pas par la suite²⁸ :

Tout d'abord il n'y a plus un chef religieux, ni un État qui puisse être le centre moteur du mouvement (la Turquie, affaiblie par les dernières guerres, aura du mal à sauver des cupidités européennes ce qui lui reste). Il y a ensuite la rivalité invincible entre les différentes et très nombreuses sectes religieuses. L'empire islamique, du Gange à Tanger, de l'Inde au Maroc, comprenant les trois cents millions d'hommes qui croient en Allah, est d'une réalisation impossible. Certes, ce vaste monde est agité par des courants souterrains, des désirs de rénovation (le

mouvement nationaliste indien, sur lequel nous sommes mal renseignés, pourrait en être un symptôme, de même que la solidarité financière des musulmans d'Égypte à l'égard de leurs coreligionnaires de Cyrénaïque). Mais il y a trop d'hétérogénéité d'éléments et de peuples. Au Maroc ce sont les musulmans d'Alger qui combattent « volontairement » sous le drapeau français contre leurs frères marocains...

58 Même s'il ne faut pas tirer de ce commentaire plus qu'il n'en dit, on peut affirmer qu'il est une preuve de l'intérêt porté par Mussolini, dès avant la guerre, à la question de la race, à la question coloniale et aux questions internationales, y compris celles qui ont trait à la Cyrénaïque, italienne depuis 1912.

59 Un autre passage du commentaire de Mussolini concerne les rapports entre socialisme, colonies et indigènes. Mussolini écrit, directement cette fois, sans le truchement de Dumas :

Il s'est créé une antithèse artificielle entre socialisme et colonialisme. Il faut, ici encore, distinguer. Les socialistes ne sont pas opposés au colonialisme économique et commercial, mais au colonialisme politique et militaire : au colonialisme de conquête.

60 Mussolini emprunte sa conclusion à Dumas. Celui-ci estime qu'il y a deux façons de résoudre le problème colonial dans les rapports avec les indigènes : la manière réactionnaire, esclavage et terreur, et l'autre que l'on peut résumer d'un mot, l'autonomie. Ce mot, commente Mussolini,

a résonné plusieurs fois au Parlement italien pendant la récente discussion sur la guerre de Libye et nous croyons qu'il synthétise notre pensée au sujet du rapport avec les indigènes. Les systèmes de politique coloniale basés sur la répression des autochtones de la part de la mère-patrie ont démontré qu'ils sont insuffisants et dangereux. L'exemple de l'Algérie le prouve. Les institutions coloniales anglaises partiellement ou totalement basées sur le principe de l'autonomie ont fait de meilleures preuves. L'expérience doit nous apporter quelque enseignement. Nous socialistes sommes pour la plus large autonomie à accorder aux indigènes : autonomie politique, administrative, économique. La Métropole ne doit pas comprimer, mais soutenir, susciter les énergies des indigènes. Ce n'est que de cette façon qu'elle pourra les élever à des formes plus civilisées de vie²⁹.

61 Et espérer – peut-on ajouter sans trahir la pensée de Mussolini – les conserver au sein de la mère-patrie.

L'Allemagne

62 Dans le même numéro d'*Utopia* qui contient cette profession de foi en faveur du socialisme colonial, autrement dit du social-impérialisme, fustigé par les marxistes authentiques³⁰, Mussolini consacre encore deux notes aux revues socialistes. Dans la *Vie ouvrière*, Pierre Monatte traite de la crise qui frappe *Bataille syndicaliste*, le quotidien de la Confédération générale du travail, dont les ventes chutent de 15 000 exemplaires par jour à 8 000. Selon Monatte, la crise du journal a des causes morales :

Nous reconnaissons que *Bataille syndicaliste* n'a rien fait pour retenir et lier à elle avec amitié et confiance ses lecteurs. Ce que nous défendons en elle c'est le principe du quotidien révolutionnaire, mais la réalité du quotidien révolutionnaire nous ne l'avons pas eue.

63 Ce que souhaite Mussolini pour les lecteurs de *Bataille syndicaliste*, il le souhaite manifestement pour ses propres lecteurs.

64 Dans la *Sozialistische Monathefte*, Mussolini relève également un article sur *La question militaire et la démocratie sociale* en Allemagne : « On savait désormais que les révisionnistes avaient renoncé à toute forme de lutte contre le militarisme », mais il est toujours intéressant de « suivre les manifestations de leur pensée ». La formule « Pas un homme, pas un sou à ce système » [*diesen System keinen Mann und keinen Groschen*] est devenue « un dogme politique que personne autrefois n'aurait osé attaquer ». Et maintenant même cette formule est violée, la démocratie sociale a accordé pour la première fois des crédits d'un montant important à l'armée. De vives discussions s'en sont suivies au congrès de Iéna, mais la majorité du Parti a finalement approuvé la conduite du Groupe parlementaire. Mussolini reprend la conclusion de l'article :

La démocratie politique de l'Allemagne est une nécessité impérieuse. Que celle-ci soit possible dépend avant tout de l'attitude politique de la démocratie sociale. Des demandes positives de réformes particulières ne servent à rien ; toute la politique de la démocratie doit tendre vers une politique de réformes systématique et conséquente, non plus entravée par de faux présupposés théoriques. Avant tout le Parti doit se libérer de la lubie stupide de refuser de voter les budgets, parce que cela le conduit dans l'impasse de l'impuissance politique... *La lutte pour la démocratisation de l'Allemagne est avant tout une lutte contre le doctrinarisme et l'intransigeance politique* [souligné dans le texte].

65 Se féliciter que la majorité de la social-démocratie allemande renonce aux principes permet à Mussolini, quelques mois plus tard, de justifier son propre changement de position en prônant l'intervention de l'Italie dans la guerre. Puisque le Parti socialiste allemand a abandonné la lutte contre le militarisme, pourquoi le Parti socialiste italien devrait-il continuer à mener ce combat ?

66 Dans le *Courrier européen*, Paul Loris consacre une note « courte mais juste », à « L'Allemagne après Saverne », dans laquelle il insiste sur le poids grandissant de la féodalité agraire au Reichstag et au Landtag de Prusse. Cette allusion à la féodalité qui règne en Allemagne, et en Autriche-Hongrie, est plus tard amplifiée pour justifier l'intervention de l'Italie au côté des pays de l'Entente (Russie comprise) dans une guerre de la démocratie contre le militarisme et l'autoritarisme des Empires centraux³¹.

67 Dans la rubrique *Riviste socialiste* du numéro 5-6 d'*Utopia*, daté du 15-30 mars 1914, deux notes méritent d'être signalées. La première concerne un article du *Courrier européen* du 7 mars dans lequel est examinée la situation politique anglaise. Tout l'article vise à démontrer que l'Angleterre est bien – comme l'avaient déjà remarqué Marx et Engels – le pays qui, avant tous les autres, connaît « les grands changements que la Révolution sociale synthétise ». L'Angleterre n'a pas encore adopté le suffrage universel, mais Asquith a déposé un projet de loi dans ce sens. En Angleterre les prérogatives des Lords sont maintenant affaiblies. Leurs pouvoirs sont devenus nuls en matière financière. La Chambre haute est sur le point de se transformer ou de disparaître. La Chambre des communes détient désormais tout le pouvoir politique. Dans le domaine de la législation sociale, les Trade Unions ont obtenu des garanties. Un minimum salarial est fixé pour les ouvrières à domicile et pour les mineurs dans certains bassins miniers. Une loi pour les retraites accorde 6,25 livres par semaine aux ouvriers de plus de 65 ans. Les assurances contre les maladies, le chômage, l'invalidité fonctionnent bien, de même que les bureaux de placement gérés par l'État. « Quelle victoire – souligne l'auteur de l'article cité par Mussolini – pour l'intervention de l'État dans le pays où était née la doctrine manchestérienne ! ». Sur le plan fiscal, de nouvelles taxes sont appliquées à la vieille aristocratie financière. Enfin, dans le domaine agraire, les projets de Lloyd George sont

connus : l'État exproprie les grands propriétaires fonciers en faveur des agriculteurs. Mussolini ne fait pas de commentaire. Mais ici encore, il prépare le terrain : comment un pays où la révolution socialiste est en marche n'aurait-il pas droit à être secouru s'il était attaqué par le militarisme allemand ?

- 68 La note suivante rapporte des chiffres concernant les dépenses navales des huit premières puissances maritimes du monde de 1904-1905 à 1913-1914, tirés du *Bulletin analytique des documents parlementaires étrangers*. Ces chiffres sont impressionnants : 1 milliard 157 millions pour l'année 1913-1914 en Angleterre ; 521 millions pour la France pour l'année 1913 ; 606 millions pour la Russie ; 575 millions pour l'Allemagne ; 235 pour l'Italie ; 150 pour l'Autriche-Hongrie ; 737 pour les États-Unis ; 246 pour le Japon. La note précise aussi le montant des crédits nouveaux pour l'année 1913 dans tous les pays, ainsi que l'accroissement du nombre de marins dans les flottes de guerre des différents pays. En Angleterre, ce nombre est passé en dix ans de 130 000 à 146 000 ; en France de 52 000 à 63 000 ; en Russie de 69 000 à 52 000 (le pays ne s'est pas encore remis de ses défaites en Extrême-Orient) ; en Allemagne de 38 000 à 73 000 ; en Italie de 27 000 à 37 000 ; en Autriche-Hongrie de 10 000 à 19 000 ; aux États-Unis de 45 000 à 67 000 ; au Japon de 33 000 à 51 000. Mais cette accélération de la course aux armements au cours des années 1904-1914 ne suscite aucun commentaire de la part de Mussolini, comme s'il s'agissait là d'une chose normale à laquelle il ne trouve rien à redire³².

Les causes de la guerre

- 69 Un dernier et bref commentaire aux revues socialistes étrangères paraît dans le dernier numéro d'*Utopia* : il signale un article de *Die Neue Zeit* sur la position des socialistes italiens par rapport à la question douanière, et un autre de la *Vie ouvrière* sur le 1^{er} mai en Angleterre, aux États-Unis et en France³³.
- 70 L'intérêt de Mussolini pour les revues socialistes étrangères faiblit. C'est qu'entre temps se produit un événement d'une tout autre importance : l'attentat de Sarajevo. Le jour même de l'attentat, Mussolini publie un article dans *l'Avanti!* Selon le directeur du journal, ce double assassinat révèle « le fossé profond qui s'est désormais ouvert entre la maison de Habsbourg et le monde slave ». Il s'agit manifestement d'un attentat politique, que l'on doit attribuer à une « explosion de la haine nationale ». Mussolini poursuit ainsi :
- L'Autriche est la conquérante violente qui brise un traité international (le traité de Berlin de 1878) pour s'emparer de deux provinces qui n'étaient pas confiées à – comment dire ? – sa tutelle ; l'Autriche est l'obstacle qui s'oppose au dessein d'expansion de la Serbie ; l'Autriche est le pays qui maintient la Croatie dans une situation de soumission avilissante à la Hongrie en lui refusant les conditions de vie politique et civile qu'elle reconnaît et qu'elle respecte dans les autres États de la monarchie ; l'Autriche est la force brutale qui comprime les vœux et les aspirations d'un peuple vers son élévation, alors qu'elle en exploite les énergies et la force.
- 71 Et cette Autriche odieuse et haïe se résume et s'incarne dans cet homme [l'archiduc d'Autriche François-Ferdinand] de triste réputation qui « se déplaçait avec une indifférence ostentatoire, au milieu des populations systématiquement opprimées et offensées ». Comment s'étonner alors que soient sortis de la foule « un ouvrier typographe armé d'une bombe et un jeune homme intrépide qui sait viser juste pour réaliser l'œuvre de suppression » ? De ce point de vue – conclut Mussolini – le tragique événement d'aujourd'hui apparaît « comme un épisode douloureux, mais explicable de la

lutte entre nationalisme et pouvoir central qui est la force et la ruine de ce pays tourmenté »³⁴.

- 72 Le 28 juillet 1914, l'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie. Tour à tour la Russie, l'Allemagne, la France, l'Angleterre entrent en guerre. Le 2 août, le gouvernement italien se prononce pour la neutralité. Le PSI adopte la même position, une position qu'il maintient officiellement tout au long de la guerre. Le 2 août encore, Mussolini s'aligne sur ses camarades, non par conviction, mais, comme cela apparaîtra plus tard, pour la raison que la neutralité de l'Italie favorise militairement les pays de l'Entente. Deux mois et demi après, le 28 octobre, il publie dans *l'Avanti!*, dont il est encore le directeur, un article retentissant dans lequel il se prononce pour le passage, comme l'indique le titre de l'article, « De la neutralité absolue à la neutralité active et opérante »³⁵.
- 73 Le 15 novembre paraît le premier numéro du *Popolo d'Italia*, le journal qu'il vient de fonder pour appuyer la campagne, menée au nom du socialisme, en faveur de l'entrée en guerre de l'Italie dans la guerre dite révolutionnaire. Le 24 novembre, Mussolini est exclu du PSI³⁶. Le 24 mai 1915, après avoir négocié secrètement avec les pays de l'Entente le traité de Londres qui doit lui accorder à la fin de la guerre plus d'avantages que l'Italie ne peut en espérer de son maintien dans la Triple, le gouvernement italien déclare la guerre à l'Autriche-Hongrie, et plus tard à l'Allemagne.
- 74 Mussolini entame alors la deuxième phase de sa carrière politique : fort de toute l'expérience politique accumulée au cours des années précédentes, il va pouvoir penser sérieusement à son projet de transformation de l'Italie, un projet qu'il entend mener à bien coûte que coûte, et à sa façon, censé donner enfin à l'Italie un avenir.
- 75 Comme on a pu le voir à travers les comptes rendus et les préfaces qu'il a rédigés au cours de la période 1902-1914, correspondant aux années d'apprentissage qui feront de lui, au départ simple militant de base, l'un des principaux dirigeants du PSI, la préoccupation première de Mussolini n'est pas le socialisme, mais l'Italie, son statut de puissance européenne, son développement économique et son expansion. Son idéal – et en cela il ne se distingue guère des dirigeants des partis socialistes d'autres pays européens de l'époque – est de mettre le socialisme – le socialisme révisionniste – au service de son pays. Cela apparaîtra clairement quand éclate la guerre en Europe en 1914. Après la guerre, quand au socialisme révisionniste il aura substitué le fascisme, c'est à ce dernier que Mussolini assigne la tâche de faire de l'Italie une véritable puissance impérialiste.

NOTES

1. Benito Mussolini, « La necessità della politica socialista in Italia », *L'Avvenire del Lavoratore*, 30 août 1902, dans *Opera omnia di Benito Mussolini*, a cura di Edoardo e Duilio Susmel, Florence, La Fenice, 1951-1963, vol. I, p. 15-18. Toutes les citations tirées de l'*Opera omnia* seront indiquées par un renvoi au volume correspondant. Le congrès du Parti socialiste italien auquel il est fait allusion dans le texte est le congrès d'Imola (6-9 septembre 1902).

2. « Dans la dernière semaine de décembre [1903], j'achevai la traduction du français en italien des *Paroles d'un révolté* de Kropotkine. Je fis ce travail à la demande du groupe communiste

anarchiste du Réveil de Genève ». Benito Mussolini, « La mia vita dal 29 luglio al 23 novembre 1911 », dans *Opera omnia*, vol. XXXIII, p. 253. Le livre de Kropotkine traduit par Mussolini parut sous le titre *Parole d'un ribelle*, opera pubblicata con note e prefazione da Eliseo Reclus, *Il Risveglio socialista-anarchico*, [Genève], 1904, 273 p.

3. Benito Mussolini, « Pagine rivoluzionarie. Le Parole d'un rivoltoso », *Avanguardia Socialista*, 3 avril 1904, dans *Opera omnia*, vol. I, p. 50-53. *Avanguardia Socialista*, périodique de propagande et de polémique, avait son siège à Milan.

4. Andrew Carnegie, *Il vangelo della ricchezza*, suivi de *L'impero degli affari*, Turin-Rome, Casa Editrice Nazionale, 1904, 265 p.

5. Mussolini ne manque pas de souligner au passage que Forastieri, « en bon radical », est favorable à un service militaire de six mois qui pourrait être un premier pas vers la « nation armée ». Forastieri propose également des mesures pour « accroître l'efficacité des forces armées ». Mais sur ce point Mussolini ne se prononce pas, parce que le sujet ne le « séduisait pas ». Mussolini étant officiellement antimilitariste, il pouvait difficilement aller plus loin sur cette question.

6. Benito Mussolini, « Prepariamo l'avvenire d'Italia », *Il Pensiero Romagnolo*, 10 décembre 1908, dans *Opera omnia*, vol. I, p. 187-189.

7. Signalant ce compte rendu dans le premier volume de sa biographie de Mussolini, Renzo De Felice estime pour sa part qu'en se déclarant pour une sage politique de recueillement et contre les aventures coloniales « tout en se demandant avec une certaine appréhension jusqu'à quel point les engagements contractés avec la Triplice pouvaient rendre possible cette politique », Mussolini s'est montré « bon socialiste » : Renzo De Felice, *Mussolini il rivoluzionario 1883-1920*, Turin, Einaudi, 1965, p. 59. Le titre de ce volume est significatif : le biographe de Mussolini prend pour argent comptant ce que Mussolini dit de lui-même.

8. Cité par Teresa Isenburg, « Il dibattito su Malthus e sulla popolazione dell'Italia di fine '800 », *Studi storici*, n° 3, 1997, p. 50.

9. Lettre de Kautsky à Colajanni du 20 novembre 1880, dans Massimo Ganci, *Democrazia e socialismo. Carteggi di Napoleone Colajanni 1878-1898*, Milan, Feltrinelli, 1959, p. 130. Dans cette lettre Kautsky se réjouit du fait que le nombre des « socialistes malthusiens » augmente de jour en jour, ce qui ouvre une « perspective sûre de victoire ».

10. Lettre d'Engels à Kautsky du 1^{er} février 1881, dans *Aus der Frühzeit des Marxismus. Engels Briefwechsel mit Kautsky*, Prague, Orbis-Verlag, 1935, p. 26. Nous avons utilisé, en y apportant quelques changements, la traduction française de cette lettre publiée par Alfred Sauvy dans la revue *Population*, 1966, p. 786-787. Dans un ouvrage postérieur, *Vermehrung und Entwicklung in Natur und Gesellschaft*, Stuttgart, Dietz, 1910, Kautsky maintient sa position darwino-socialiste sur le néo-malthusianisme : « En tant que théoricien de l'économie, j'ai, évidemment, récusé le malthusianisme, sinon je ne serai pas resté socialiste. Mais, en tant que darwinien, j'ai constaté, dans la nature organique, la tendance à la surpopulation. C'est de là qu'est sorti l'ouvrage [de 1886] cité plus haut » : *Population*, 1966, p. 786, note 2.

11. Dans le titre original du livre l'auteur indique qu'il a enquêté auprès de « médecins, économistes, juristes, sociologues, hommes de lettres et socialistes ». En remplaçant « socialistes » par « agitateurs », Mussolini évite d'impliquer officiellement le parti socialiste dont il est membre dans cette question controversée.

12. Dans une note sur un livre qui comprend également une étude statistico-sociologique, ainsi que des indications théorico-pratiques exhaustives, recueillies avec « beaucoup d'amour » dans la littérature néo-malthusienne des différents pays par un collaborateur du docteur De Pietri Tonelli.

13. Benito Mussolini, « Note e lettura », *La Lotta di classe*, 1^{er} juillet 1911, dans *Opera omnia*, vol. IV, p. 39.

14. Benito Mussolini, « *Finis Europae ?* », *Il Popolo*, 3 septembre 1909, dans *Opera omnia*, vol. II, p. 246-247. Mussolini fait référence aux articles « *Lo spopolamento progressivo nelle nazioni civili* », parus dans *La Civiltà Cattolica* du 21 août 1909, p. 285-401, et du 18 septembre 1909, p. 641-653. La conclusion de l'article de *La Civiltà Cattolica* que cite Mussolini se trouve à la page 401.
15. Filippo Tommaso Marinetti, *Teoria e invenzione futurista*, éd. Luciano De Maria, Milan, Mondadori, 1968, p. 495.
16. Mussolini fait ici allusion au livre de Roberto Michels, *Storia del marxismo in Italia : compendio critico con annessa bibliografia*, Rome, L. Mongini, 1909, 159 p.
17. Benito Mussolini, « *Il Partito socialista in un libro di Colajanni* », *La Soffitta*, 15 juin 1912, dans *Opera omnia*, vol. IV, p. 141-144.
18. Benito Mussolini, « *Ciò che v'ha di vivo e di morto nel marxismo* », *Il Cuneo*, 6 mai 1911, dans *Opera omnia*, vol. III, p. 365-367. Sur la question de la révision du marxisme en Italie on peut se reporter à : Enzo Santarelli, *La revisione del marxismo in Italia : studi di critica storica*, Milan, Feltrinelli, 1964. À notre connaissance l'étude du révisionnisme de Mussolini reste à faire, mais pour accomplir ce travail il faut commencer par renoncer à l'idée d'un Mussolini « socialiste révolutionnaire » jusqu'en 1914, et même au-delà.
19. Gustave Hervé, *La conquête de l'armée*, Paris, La Guerre sociale, 1913, 257 p.
20. Benito Mussolini, « *Prefazione a Il socialismo rivoluzionario* », *Avanti !*, 12 juin 1913, dans *Opera omnia*, vol. V, p. 174-180. Le livre *Il socialismo rivoluzionario : il suo terreno, la sua azione e il suo scopo*, Faenza, Tip. Popolare Faentina, 1913, constitue le premier volume de la collection « *Biblioteca del Socialismo rivoluzionario italiano* » dirigée par Mussolini.
21. Benito Mussolini, « *Al largo !* », *Utopia*, 22 novembre 1913, dans *Opera omnia*, vol. VI, p. 5-8.
22. Benito Mussolini, « *Riviste socialiste* », *Utopia*, 22 novembre 1913, dans *Opera omnia*, vol. VI, p. 9-14.
23. Benito Mussolini, « *Riviste socialiste* », *Utopia*, 10 décembre 1913, dans *Opera omnia*, vol. VI, p. 22-23.
24. Benito Mussolini, « *Riviste socialiste* », *Utopia*, 15 janvier 1914, dans *Opera omnia*, vol. VI, p. 52-56.
25. Benito Mussolini, « *Riviste socialiste* », *Utopia*, 30 janvier 1914, dans *Opera omnia*, vol. VI, p. 67-69.
26. D'autres articles de Mussolini sur les « *Riviste socialiste* » sont parus dans les numéros du 10 décembre 1913, 15 et 30 janvier 1914 d'*Utopia*.
27. Mussolini fait référence ici à l'ouvrage de Lucien Bertholon et Ernest Chantre, *Recherches anthropologiques dans la Berbérie orientale : Tripolitaine, Tunisie, Algérie*, Lyon, A. Rey, 1912-1913, 662 p.
28. Voir sur ce point Renzo De Felice, *Il fascismo e l'Oriente : arabi, ebrei e indiani nella politica di Mussolini*, Bologne, Il Mulino, 1989, 358 p.
29. Benito Mussolini, « *Il regime coloniale in Algeria* », *Utopia*, 15-28 février 1914, dans *Opera omnia*, vol. VI, p. 87-94. Le livre de Charles Dumas, *Libérez les indigènes ou renoncez aux colonies*, publié à Paris aux éditions E. Figuière, dans la collection « *Bibliothèque politique et parlementaire* », en était en 1914 à sa troisième édition.
30. Dans une lettre à Kautsky du 12 décembre 1882, Engels signale déjà le danger social-impérialiste qui menace le mouvement ouvrier en l'absence d'un véritable parti socialiste : « *Vous me demandez ce que les ouvriers anglais pensent de la politique coloniale. Ma foi, la même chose que ce qu'ils pensent de la politique en général : ce qu'en pensent les bourgeois. Il n'y a pas ici de parti ouvrier, il n'y a que le parti conservateur et le parti libéral-radical, et les ouvriers profitent tranquillement avec eux du monopole colonial de l'Angleterre et de son monopole sur le marché mondial* » : Karl Marx et Friedrich Engels, *Textes sur le colonialisme*, Moscou, Éditions du Progrès, 1977, p. 359-360.

31. Benito Mussolini, « Riviste socialiste », *Utopia*, 15-28 février 1914, dans *Opera omnia*, vol. VI, p. 95-97.
32. Benito Mussolini, « Riviste socialiste », *Utopia*, 15-30 mars 1914, dans *Opera omnia*, vol. VI, p. 123-124.
33. Benito Mussolini, « Riviste socialiste », *Utopia*, 15-31 juillet 1914, dans *Opera omnia*, vol. VI, p. 285-286. Les articles précédents de cette rubrique sont parus dans les numéros des 15-18 février et 15-30 mars 1914 d'*Utopia*.
34. Benito Mussolini, « Commento al delitto di Sarajevo », *Avanti!*, 29 juin 1914, vol. VI, p. 239-240.
35. Benito Mussolini, « Dalla neutralità assoluta alla neutralità attiva e operante », *Avanti!*, 18 octobre 1914, dans *Opera omnia*, vol. VI, p. 393-463.
36. À la fin de la réunion de la section milanaise au cours de laquelle est décidé, en présence de quelques-uns des dirigeants nationaux du Parti (Lazzari, Serrati, Baci, Ratti), son expulsion du PSI, Mussolini déclare : « L'épopée napoléonienne clôt un siècle. Waterloo est de 1814 [*sic*]. À la fin de 1914 peut-être quelque autre tête couronnée tombera à terre et un autre arbre de la liberté surgira. [...] Vous ne devez pas croire que la bourgeoisie soit enthousiaste de notre interventionnisme : elle renâcle, elle craint quelque chose, elle suppose que le prolétariat quand il a des baïonnettes puisse s'en servir dans un but social. Ne croyez pas que je me sépare de gaieté de cœur de cette carte du parti. Arrachez-la moi si vous voulez : vous ne m'empêcherez pas d'être au premier rang pour la cause du socialisme. Vive le socialisme. Vive la révolution. » Cité par Renzo De Felice, *Mussolini il rivoluzionario...*, op. cit., p. 279.

RÉSUMÉS

L'article se propose d'illustrer, à travers ses comptes-rendus d'ouvrages de tiers, mais également ses préfaces, l'idée de l'Italie que s'est forgée, au cours de la période 1902-1904, le jeune militant de base, puis dirigeant du Parti socialiste italien, Benito Mussolini, ainsi que la particularité du socialisme qui fut le sien. L'article démontre que la préoccupation première de Mussolini tout au long de ces années ne fut pas le socialisme, mais bien l'Italie, son statut de puissance européenne, son développement économique, son expansion, et que son objectif fut dès lors, comme cela apparaît clairement quand éclate la guerre en Europe en 1914, de mettre le socialisme au service de son pays, ainsi que le firent d'autres dirigeants socialistes des pays européens. En instaurant le fascisme après la guerre, Mussolini poursuit par d'autres moyens cet objectif de faire de l'Italie une grande puissance impérialiste.

The article aims to show the idea of Italy and the particular brand of socialism that Benito Mussolini, the young Italian Socialist Party militant and leader, forged for himself in the period 1902-1904 through analysis of his writings in prefaces and reviews of other authors' work. The article demonstrates that Mussolini's main concern throughout these years was not socialism but rather Italy, its status as a European power, its economic development, its expansion. Mussolini's main goal, following a path similar to that of other European socialist leaders, was already to put socialism at the service of his country, as will become clear after the start of World War I in 1914. In establishing fascism after the war, Mussolini will pursue through other means this goal of making Italy a great imperialist power.

INDEX

Mots-clés : Italie, Mussolini, Parti Socialiste italien, doctrine, modèles

Keywords : Italy, Mussolini, Italian socialist party, doctrine, models

AUTEUR

GEORGES SARO

Georges Saro est maître de conférences honoraire d'italien à l'université de Paris 3-Sorbonne nouvelle. Ses recherches ont porté sur le rapport entre histoire et littérature en Italie au XIX^e siècle ainsi que sur les problèmes politiques liés à l'Unité italienne. Il est l'auteur d'articles sur Leopardi, Manzoni, Verga et leurs époques respectives, et plus récemment sur Garibaldi et Mazzini, concernant l'issue institutionnelle du processus du Risorgimento. Il a également abordé les rapports entre républicanisme et socialisme en Italie à la fin du XIX^e siècle. Parmi ses principales publications : Dossier historique et notes de l'édition de A. Manzoni, *Les Fiancés*, Paris, Gallimard, 1995 ; *Venise : La République des castors*, textes réunis par A. Fontana et G. Saro, ENS Fontenay-St Cloud, 1997. Il a également traduit les articles de Marx et Engels sur l'expédition des « Mille » ; A. Gramsci, *Lettres de prison*, Paris, Gallimard, 1971 (en collaboration) ; *Venise et la révolution française : les 470 dépêches des ambassadeurs de Venise au Doge 1786-1795*, Paris, R. Laffont, 1997. geo.saro@yahoo.fr